



BRÈVES ÉCONOMIQUES d'Irlande

Une publication du SE de Dublin
2^e trimestre 2025

A la une

LE CHIFFRE A RETENIR

20%

*de croissance du PIB irlandais
au premier trimestre 2025,
porté notamment par la très
forte hausse des exportations
vers les Etats-Unis sur la
période (+218%)*

Les derniers chiffres économiques irlandais apportent un éclairage nuancé sur un premier semestre en trompe-l'œil. D'un côté, la croissance du PIB a été boostée par une explosion des exportations pharmaceutiques vers les États-Unis dans un contexte d'anticipation tarifaire. Mais ce bond spectaculaire masque la réalité plus fidèle du cycle domestique : une demande intérieure modifiée désormais estimée à +2,0 % en glissement trimestriel, contre 1 % auparavant. Cette performance est tirée par la consommation privée et les dépenses publiques, tandis que l'investissement reste volatil. Ces chiffres révèlent une incertitude structurelle sur les moteurs de croissance à moyen terme. La performance d'ensemble reste dépendante d'un petit nombre de secteurs et vulnérable aux turbulences politiques internationales, notamment aux États-Unis. Les finances publiques restent saines, même si elles reposent largement sur des éléments exogènes (à commencer par la propriété intellectuelle). Les recettes fiscales dynamiques et le regain de l'attractivité en matière d'IDE – 10 000 nouveaux emplois annoncés au premier semestre – confirment que l'économie domestique conserve des leviers solides, malgré les doutes qui pèsent sur le commerce mondial. Pour autant, les signaux de fragilité structurelle ne peuvent être ignorés. Comment transformer ce regain en moteur pérenne de croissance ? En renforçant ses investissements productifs, en accélérant la construction de logements, et en diversifiant son tissu économique. La publication de la nouvelle stratégie de compétitivité et de productivité, et la révision du *National Development Plan* détailleront, dans les prochaines semaines, les intentions du gouvernement sur ces différents chantiers.

TABLEAU DE BORD

Croissance
(T1 2025 g.a.) :
+20% PIB

Taux de chômage
(Juin 2025) :
4%

Inflation (HICP)
(Juin 2025 g.a.) :
+1,6%

Volume des ventes de détail
(Mai 2025 g.a.):
+1,6%

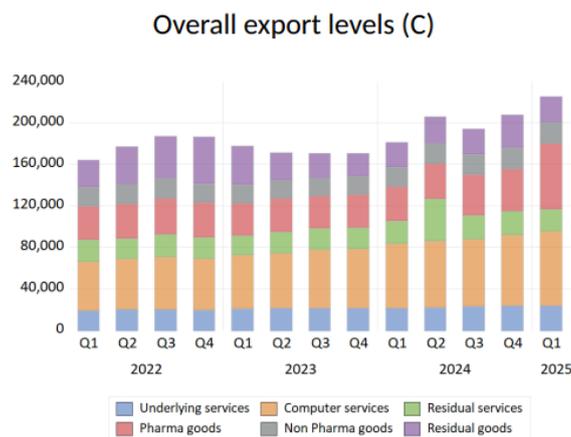
Indice annuel des prix d'accès à la propriété
(Avril 2025 g.a.) :
+6,2% (Dublin)
+8,6% (hors Dublin)

Croissance, activité économique et commerce international

Les exportations pharmaceutiques irlandaises à destination des Etats-Unis dopent la croissance économique du premier trimestre.

Au premier trimestre 2025, le PIB irlandais a progressé de 20% en termes réels en g.a. (+7,4% en g.t.) selon le *Central Statistics Office* (CSO). Il a été soutenu par la hausse des exportations commerciales irlandaises (+64% en g.a.), principalement des entreprises multinationales du secteur pharmaceutique qui ont augmenté leurs exportations à destination des Etats-Unis en amont de l'introduction des droits de douane américains (phénomène dit de « *front-loading* »). Les exportations irlandaises de biens à destination des Etats-Unis ont ainsi crû de 218% en g.a. selon le CSO.

Evolution de la composition des exportations irlandaises



Source: CSO, National accounts data; authors' calculations.

L'économie domestique, dont l'évolution est suivie par l'indicateur spécifique du *Modified Domestic Demand*, a quant à elle vu sa croissance croître de 2% en g.t. et de 1% en g.a. sur la même période.

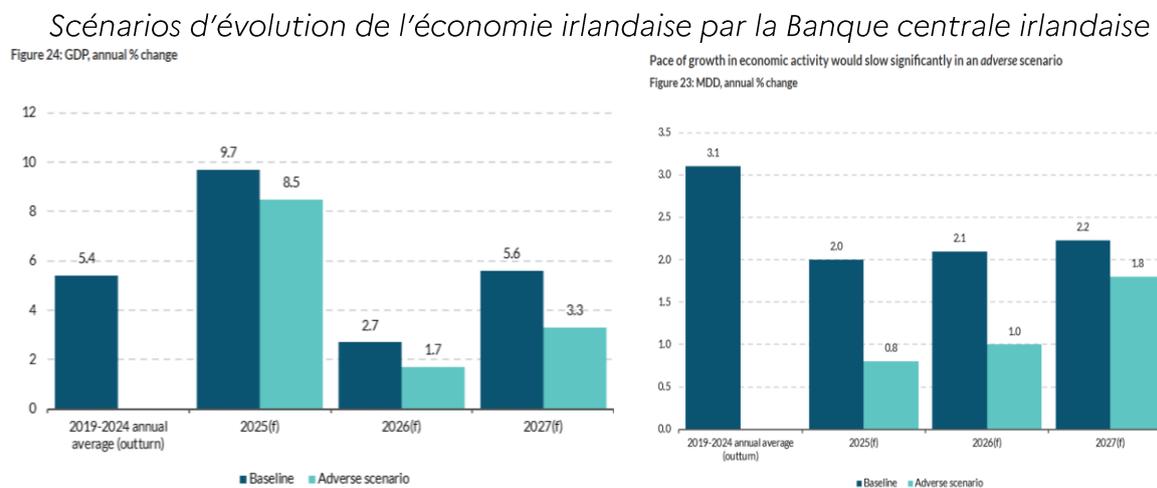
Si l'économie irlandaise est résiliente, ses prévisions de croissance économique ont été revues à la baisse dans un contexte international évolutif et incertain.

Tant la Banque centrale irlandaise que l'*Economic and Social Research Institute* (ESRI) estiment que les perspectives économiques irlandaises dépendront fortement de l'évolution du contexte économique international. L'ESRI a fondé ses projections économiques sur les prévisions du FMI – l'introduction de 10% de droits de douane hors produits pharmaceutiques, qui en seraient exclus. La Banque centrale a publié deux scénarios : le premier modèle repose sur la hausse des droits de douane de 10% à 20% à la fin de la suspension des droits de douane américains au T3 2025 hors produits pharmaceutiques et certains produits technologiques, qui en seraient exclus.

Le second modèle se fonde sur l'instauration de droits de douane de 20% sur tous les produits irlandais exportés vers les Etats-Unis à partir du T3 2025 et d'une réponse symétrique de l'UE.

Si les prévisions économiques sont positives, elles ont été revues à la baisse à moyen terme. L'*Economic and Social Research Institute*¹ (ESRI), ainsi que la Banque centrale irlandaise² (premier scénario) estiment que la croissance économique irlandaise sera soutenue en 2025. Soutenue par l'investissement, les exportations et la croissance du marché de l'emploi, ils estiment qu'elle sera respectivement de 4,6% du PIB et 9,7% du PIB en 2025 (contre une estimation de 4,1% du PIB et 4% du PIB en mars 2025). Ils ont, en revanche, revu leurs prévisions de croissance économique pour 2026 à la baisse. S'ils estimaient qu'elles seraient respectivement de 3,9% du PIB et de 4% du PIB en mars 2025, ils prévoient dorénavant une croissance économique de 2,9% du PIB et de 2,7% du PIB.

Parallèlement, si l'économie domestique continuera de croître, la Banque centrale a baissé ses prévisions initiales de 0,6 point et 0,4 point en 2025 et 2026. L'économie domestique progresserait de 2% en 2025, 2,1% en 2026 et de 2,2% en 2027.



Source : *Quarterly Bulletin Q2 2025 | Central Bank of Ireland*

L'agence d'attractivité irlandaise, IDA Ireland, a enregistré une hausse des investissements étrangers en premier semestre 2025.

Après une légère baisse du nombre d'investissements étrangers en Irlande (234 IDE en 2024), 179 investissements étrangers ont été enregistrés au premier semestre 2025 (+37% en g.a.), dont 52 investissements sont de nouveaux projets d'investissement et 41 investissements sont des projets d'expansion. 43 projets d'investissement sont des investissements en R&D&I.

¹ Barrett, A., O'Toole, C., and O'Shea, D. (2025). *Quarterly Economic Commentary, Summer 2025*, ESRI Forecasting Series, Dublin: ESRI, <https://doi.org/10.26504/QEC2025SUM>

² *Quarterly Bulletin Q2 2025 | Central Bank of Ireland*. Le scénario retenu ici est le premier scénario de la Banque centrale irlandaise.

Inflation, consommation et épargne

La hausse des prix reste sous contrôle, malgré une résistance de l'inflation des services.

En juin 2025, l'inflation irlandaise est de 1,6% (+0,1 pp en g.a. et +0,2 pp en g.t.) selon le CSO.

Comparée à la moyenne de la zone euro et de l'Union européenne, l'inflation en Irlande est inférieure de 0,4 pp. Derrière Chypre et la France, l'Irlande est le troisième pays de la zone euro avec l'inflation la plus basse en juin 2025.

La Banque centrale irlandaise estime qu'elle sera de 1,9% en 2025, de 1,8% en 2026 et de 1,7% en 2027 et qu'elle sera principalement soutenue par l'inflation des services, qui évoluerait autour de 3% entre 2025 et 2027.

L'Irlande, deuxième pays le plus cher de l'Union européenne

Derrière le Danemark, l'Irlande est le deuxième pays le plus cher de l'Union européenne selon Eurostat. Les prix sont en moyenne 38,1% supérieurs à la moyenne de l'UE – les prix de l'alimentation (3^e), des transports (9^e), de l'énergie (2^e), des restaurants et des hôtels (2^e), de la communication (3^e) et de l'alcool (1^{er}) sont respectivement de 14,5%, 15,1%, 17,4%, 29,3%, 39,8% et 104,5% supérieurs à la moyenne européenne.

Dans son étude publiée le 1^{er} avril 2025, l'*Economic and Social Research Institute* (ESRI)³ soutient que le coût élevé de la vie affecte disproportionnellement les ménages les plus modestes. Sur un échantillon de 1 615 personnes interrogées, le centre public de recherche écrit que 87% des ménages répondants ont réduit leurs dépenses quotidiennes, principalement en matière d'alimentation (63%), de vêtements (60%) et d'électricité et de chauffage (53%).

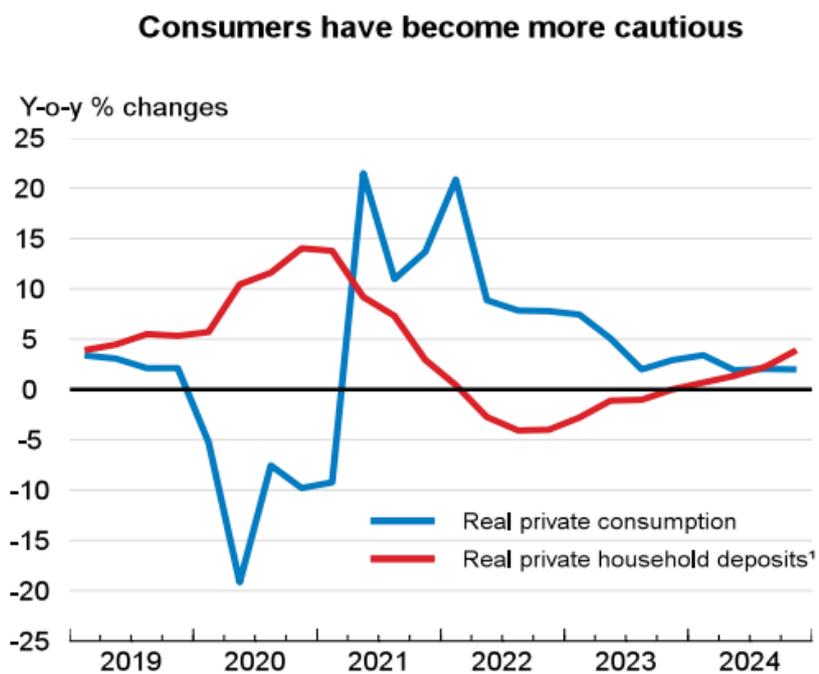
Le revenu disponible et la consommation des ménages irlandais augmentent.

Stimulée par la hausse du revenu disponible tiré par la progression des salaires, la consommation des ménages irlandais a augmenté au premier trimestre 2025 selon le CSO. Si la consommation des ménages irlandais évolue fortement en fonction de l'évolution du contexte international, la Banque centrale irlandaise estime que la consommation continuera de croître mais à un rythme ralenti (2,6% en 2025 à 1,9% en 2027). Si la confiance des ménages s'est améliorée en juin 2025 selon l'*Irish League of Credit Unions* (indice 62,5 soit +3,8 points par rapport à avril 2025), elle reste significativement inférieure aux mesures enregistrées en juin 2024 (-8 points) au motif que les ménages irlandais restent inquiets à l'égard du contexte économique international.

Parallèlement, le taux d'épargne des ménages a légèrement diminué au premier trimestre 2025 (Source : CSO). Il est passé de 14,8% à 14% en g.t. La Banque centrale irlandaise prévoit en revanche une hausse du taux d'épargne de 14,1% en 2025 à 15,7% en 2027.

³ Ó Ceallaigh, D., Martin, L., Timmons, S., Robertson, D., and Lunn, P. (2025). The response of low-income households to the cost-of-living crisis in Ireland, ESRI Research Series 206, Dublin: ESRI, <https://doi.org/10.26504/rs206>

Evolution de la consommation et de l'épargne des ménages irlandais



Source : *OECD Economic Outlook, Volume 2025 Issue 1 | OECD*

Marché de l'emploi et chômage

Apparition des premiers signaux avancés de ralentissement du marché de l'emploi

Enregistrant un taux de chômage inférieur à 5% depuis juin 2021 (4,3% au premier trimestre 2025) et un taux d'emploi croissant (74,7% au T1 2025 soit +0,8% en g.a.) selon le CSO, l'Irlande reste, à ce jour, en situation de plein emploi. Le taux de chômage est de 4% en juin 2025, inchangé de mai 2025. Le taux de chômage de longue durée a baissé (-10,1% en g.a. au T1 2025) et la population active continue de progresser (+3,3% en g.a.) (Source : CSO).

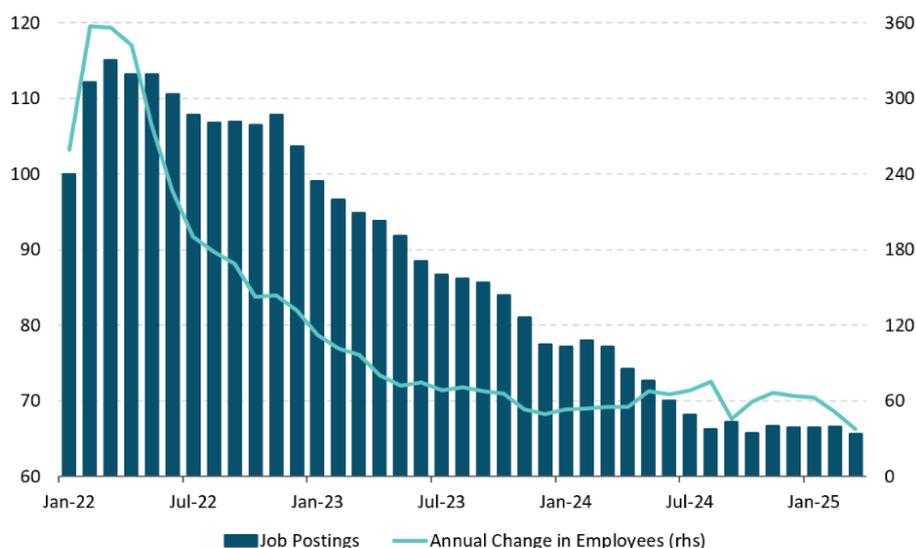
Le marché de l'emploi est notamment soutenu par la hausse de la participation des femmes (+4,1% en g.a. au T1 2025) selon le CSO.

Les entreprises rencontrent des difficultés de recrutement – le taux de vacance est de 1,3% au T1 2025 (contre 1,2% au T1 2024). Il est respectivement de 2,3% et de 4% dans les secteurs des STEM, et de la défense et la fonction publique (Source : CSO).

Si le marché irlandais de l'emploi est dynamique, la Banque centrale irlandaise estime qu'il présente des signes de ralentissement. En partenariat avec l'entreprise de recrutement Indeed, elle constate une moindre publication d'offres d'emploi des entreprises. Elle anticipe également un ralentissement de la croissance du marché de l'emploi entre 2025 et 2027 (+2,1% en 2025, +1,9% en 2026 et +1,8% en 2027).

Evolution des offres d'emploi publiées

Slowing labour market is evident in both job postings and annual change in employee levels
Figure 16: Job postings (Index, January 2022=100) Annual change in employee levels (000s)



Source: Indeed and CSO. [Chart data in accessible format. \(CSV 1.31KB\)](#)

Source : *Quarterly Bulletin Q2 2025 | Central Bank of Ireland*

Finances publiques

Les finances publiques irlandaises sont portées par l'impôt sur les sociétés.

L'Irlande a enregistré 49,5 Mds EUR de recettes fiscales (décision Apple incluse) au premier semestre 2025, une nouvelle fois portées par des recettes d'impôt sur les sociétés en très forte hausse (+2,6 Mds EUR en g.a, malgré un recul surprenant au mois de mai, corrigé au mois de juin).

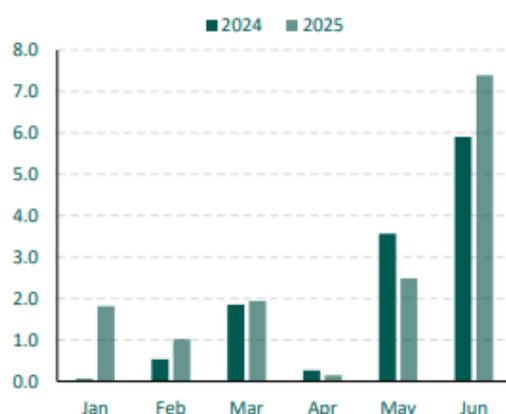
Au premier semestre 2025, le Trésor irlandais enregistre un excédent budgétaire de 4,5 Mds EUR (+45% en g.a. – décision Apple incluse). Lorsque la rétrocession Apple en est exclue, les finances publiques irlandaises enregistrent un excédent budgétaire de 1,2 Md EUR (-61,3% en g.a.).

Stimulé par la croissance économique et les excédents budgétaires successifs, la Banque centrale irlandaise anticipe une baisse du ratio dette publique sur PIB (34,3% du PIB en 2025; 32% du PIB en 2026; 30,1% du PIB en 2027). Le stock de la dette publique augmentera toutefois (209,3 Mds EUR en 2025 à 213,4 Mds EUR en 2027).

Recettes d'impôt sur les sociétés

Figure 4: corporation tax developments

A: receipts, € billion



Source : Department of Finance, [May 2025 fiscal monitor.pdf](#)

Les comtés de Dublin et Cork représentent la majorité des recettes fiscales irlandaises.

Sur un montant total de 108 Mds EUR de recettes fiscales en 2024, le *Parliamentary Budget Office* (PBO) constate que les recettes fiscales sont concentrées par les comtés de Dublin et de Cork, principaux centres économiques d'Irlande. Elles enregistrent respectivement 44 Mds EUR et 26,5 Mds EUR de recettes fiscales totales en 2024.

- Dublin enregistre 11,7 Mds EUR de recettes de TVA, 14,2 Mds EUR de recettes d'IS et 17,5 Mds EUR de recettes d'IR. Dublin est le comté, qui enregistre le montant le plus élevé de recettes d'IR et de TVA en 2024.
- Cork est le comté, qui enregistre le montant le plus élevé de recettes d'IS (21,4 Mds EUR de recettes d'IS). Le comté du sud-ouest de l'Irlande enregistre 2,9 Mds EUR de recettes d'IR.

Galway, troisième centre économique d'Irlande, enregistre 405 M EUR de recettes d'IS, 489 M EUR de recettes de TVA et 1,4 Md EUR de recettes d'IR.

Banque et finance

L'Etat irlandais a achevé sa sortie du capital de l'*Allied Irish Banks*.

L'Etat irlandais a vendu 2,06% du capital de l'*Allied Irish Banks* (AIB) pour un montant total de 305,3 M EUR le 19 juin 2025.

Après avoir procédé à sept ventes de parts détenues dans le capital d'AIB depuis décembre 2021, le ministre irlandais des finances, Paschal Donohoe, a annoncé la sortie complète de l'Etat irlandais du capital de la banque de détail – 17 ans après la crise financière.

Logement

Le gouvernement introduit le contrôle des loyers.

Depuis le 20 juin 2025, la hausse des loyers sur l'ensemble du territoire irlandais est plafonnée par le niveau de l'inflation - jusqu'à 2% maximum. Si la mesure était déjà en vigueur pour 83% des locations, elle entre en vigueur pour l'ensemble des logements loués en Irlande. 40 963 logements loués supplémentaires sont désormais soumis à l'obligation légale.

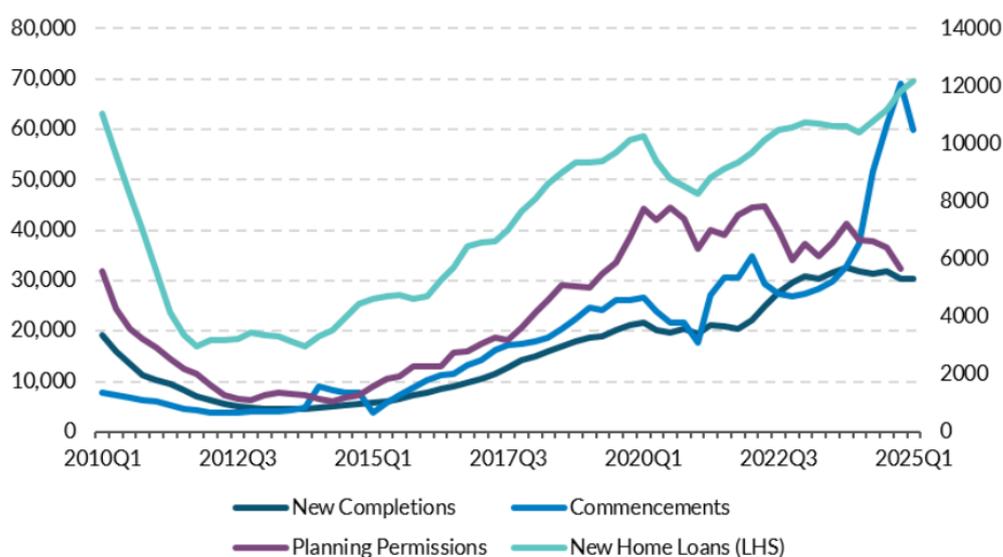
La Banque centrale irlandaise a révisé ses prévisions de logements achevés.

A la suite d'une baisse significative du nombre de début de construction au quatrième trimestre 2024, la Banque centrale irlandaise prévoit que respectivement 32 500, 37 500 et 41 500 logements seront achevés par an entre 2025 et 2027.

Evolution de la construction de logements

Slowdown in Completions and drop off in Commencements in 2025 Q1, reflecting anticipated effects of ending development levy and Irish Water rebate

Figure 10: Annualised housing units/€ millions



Source: CSO and Central Bank of Ireland. [Chart data in accessible format. \(CSV 2,38KB\)](#)

Source : Quarterly Bulletin Q2 2025 | Central Bank of Ireland

La construction de logements à Dublin pourrait être bloquée d'ici trois ans par manque d'infrastructures en eau.

Uisce Éireann, société publique de gestion de l'eau, avertit que, sans investissements urgents, la connexion de nouveaux logements au réseau deviendra impossible dès 2028. Cela concerne notamment la capitale, où la mise en service de la station d'épuration du *Greater Dublin Drainage Project* est indispensable au développement de nouveaux projets immobiliers.

La société réclame environ 12,3 Mds EUR pour la période 2025-2029, dont 2 Mds EUR supplémentaires liés aux nouveaux objectifs de construction de logements. Sur le long terme, les investissements nécessaires pour régler les problèmes identifiés actuellement pourraient atteindre jusqu'à 60 Mds EUR d'ici 2050.

Infrastructures

En 2024, l'Irlande a perdu 450 M EUR d'énergie éolienne.

L'Irlande a gaspillé 450 M EUR d'énergie éolienne en 2024 à cause des limites du réseau électrique. Ce phénomène, appelé *dispatch down*, oblige les parcs éoliens à réduire ou stopper leur production lorsque le réseau ne peut pas l'absorber. Ce problème est notamment causé par le retard dans les infrastructures comme l'interconnexion Nord-Sud (1,5 GW, désormais reporté à 2031). Selon Aurora Energy Research, le plus grand fournisseur d'analyses énergétiques en Europe, le volume d'électricité éolienne ainsi sacrifiée a été multiplié par neuf en neuf ans ; en 2016, 0,2 TWh ont été perdus (90 M EUR), contre 2,3 TWh en 2024 (450 M EUR).

Un plan de 18 Mds EUR pour moderniser le réseau électrique.

Les opérateurs du réseau électrique irlandais, ESB Networks et Eirgrid, ont proposé un plan d'investissement pouvant atteindre 18 Mds EUR sur cinq ans (2026–2030) pour moderniser les infrastructures et répondre à la hausse de la demande. Le régulateur de l'énergie, la Commission for Regulation of Utilities (CRU), a pour l'instant validé un financement initial de 14,1 Mds EUR, avec une possibilité d'augmenter jusqu'à 18 Mds EUR si les projets avancent comme prévu.

Cette modernisation vise à renforcer la résilience du réseau face aux tempêtes, raccorder de nouveaux logements, accompagner l'essor des véhicules électriques et des pompes à chaleur ainsi que d'intégrer l'électricité produite par les futures éoliennes en mer. Selon la CRU, cette modernisation entraînerait une hausse modérée des factures, entre 6 et 16 EUR par an en moyenne, mais ESB Networks estime cette augmentation à 83 EUR. Une consultation publique est en cours, et la décision finale sera prise avant 2026.

En fermant la centrale de Moneypoint, l'Irlande devient le 6e pays européen à abandonner totalement l'usage du charbon.

Après 40 ans d'activité, la centrale de Moneypoint a cessé de brûler du charbon en juin 2025, avec six mois d'avance sur le calendrier. L'Irlande est désormais le sixième pays en Europe à avoir totalement cessé d'utiliser le charbon. Elle devient également le quinzième pays européen dont le mix énergétique est entièrement dépourvu de charbon - neuf de ces pays n'en ayant jamais utilisé. Conformément à un accord signé en 2023 entre ESB et EirGrid (opérateurs du réseau irlandais), la centrale, qui a fourni jusqu'à 25 % de l'électricité nationale à son apogée, ne servira entre 2025 et 2029 que comme générateur de secours au fioul lourd. Elle ne sera activée que sur instruction d'EirGrid, en cas de manque de capacité du système électrique.

En 2021, ESB avait lancé un plan de plusieurs milliards d'euros pour transformer le site de Moneypoint en un grand centre d'énergie renouvelable, exploitant son port en eau profonde et ses infrastructures. Une fois opérationnel, il pourra alimenter plus de 1,6 million de foyers en Irlande.

Dublin risque des pénuries d'eau à l'échelle de la ville d'ici cinq ans.

Uisce Éireann, société publique de gestion de l'eau, alerte sur une situation critique de l'approvisionnement en eau dans le Grand Dublin, seule grande région urbaine en Europe dépassant quotidiennement sa capacité en eau et fonctionnant sans aucune marge de sécurité. La demande quotidienne dépasse régulièrement la capacité actuelle (620M de litres/jour). La dépendance à la rivière Liffey — source de 85 % de l'eau potable locale — rend le système extrêmement vulnérable à tout incident ou pollution. Les infrastructures en eau irlandaises ont été conçues pour répondre aux besoins d'une population de 3,5 M d'habitants dans les années 1970-1980, soit bien en deçà des 5,1 M actuels, et elles ne parviennent plus à suivre le rythme de la croissance démographique et économique.

Selon des responsables d'Uisce Éireann, Dublin pourrait faire face à des pénuries d'eau d'ici cinq ans. L'approvisionnement reste restreint tant que des infrastructures stratégiques ne seront pas opérationnelles. Parmi ces projets essentiels figurent le pipeline depuis le fleuve Shannon (réseau de 170 km) et une nouvelle station d'épuration (*Greater Dublin Drainage Project*), tous deux actuellement retardés par des recours judiciaires.

Environnement et climat

Les émissions de GES reculent, mais trop lentement pour atteindre les objectifs de 2030 selon deux rapports de l'EPA

En 2024, les émissions de gaz à effet de serre en Irlande ont reculé de seulement 2 %, loin des 6,8 % enregistrés l'année précédente. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) alerte : le pays n'est qu'à 12 % en dessous des niveaux de 2018, alors que l'objectif est de -51 % d'ici 2030. Le retard s'accumule, et le gouvernement admet qu'au rythme actuel, seule la moitié de cette réduction serait atteinte (-23 % d'ici la fin de la décennie selon des projections de l'EPA diffusées en mai). Les secteurs du transport (-1,2 %) et de l'agriculture (-1,7 %) peinent à suivre la trajectoire prévue.

En 2024, l'énergie fait figure d'exception, avec une baisse de 8,9 % des émissions grâce à la montée des énergies renouvelables, à l'augmentation des importations d'électricité par le biais des interconnexions et à l'abandon de la tourbe. En revanche, les émissions des bâtiments ont grimpé de 5,6 %, en raison d'un hiver plus froid et d'une utilisation accrue des combustibles fossiles. Selon l'EPA, une réduction de 10 % serait nécessaire dès 2025 pour respecter le premier budget carbone (2021-2025), un objectif qui semble désormais hors de portée. L'agence avertit que, si toutes les mesures actuelles sont mises en place et fonctionnent comme prévu, tous les secteurs, sauf exceptions mineures, risquent de dépasser leurs plafonds d'émissions nationaux pour 2030.

L'Agence de protection de l'environnement identifie 115 risques pour l'Irlande liés au changement climatique.

L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a identifié 115 risques liés au changement climatique pour l'Irlande, dont 43 jugés importants, et souligne plusieurs priorités à traiter dans les cinq prochaines années. Les vents extrêmes représentent une menace critique pour les infrastructures énergétiques et de communication. Si la fréquence des tempêtes violentes peut diminuer, leur intensité et les dégâts qu'elles causent devraient augmenter.

L'érosion côtière et les inondations, déjà visibles autour de Dublin et dans le sud de l'Irlande, vont s'aggraver avec la montée du niveau de la mer, prévue à +0,26 m d'ici le milieu du siècle et +0,65 m d'ici la fin. Le climat irlandais devrait se réchauffer, avec des printemps et étés plus secs (hausse des vagues de chaleur) et des hivers plus humides (hausse des précipitations). L'augmentation des précipitations accroît les risques d'inondations, menaçant infrastructures, bâtiments et santé publique. Selon EPA, les mesures actuelles sont insuffisantes, et nécessitent donc des actions urgentes pour renforcer la résilience du pays.

Le rapport note aussi des opportunités liées au réchauffement climatique, comme une amélioration possible de la santé publique grâce à des températures plus douces, une saison touristique prolongée, une agriculture plus productive, une augmentation de la production hydroélectrique, et une diversité marine accrue.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Dublin

gaultier.brand-gazeau@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique de Dublin

Abonnez-vous : eloise.steinhagendebonnevie@dgtresor.gouv.fr